

RESSOURCES HUMAINES

En 1992, la persistance des combats dans l'ex-Yougoslavie et en Somalie, ainsi que l'ouverture de délégations dans l'ex-Union soviétique, ont nécessité une mobilisation toujours plus importante des ressources humaines de l'institution. L'engagement du CICR dans ces régions a requis l'envoi sur le terrain de collaborateurs expérimentés du siège, dans le but d'assister les expatriés engagés dans une tâche ardue, dans des conditions souvent très difficiles.

Le département des Ressources humaines a, une fois de plus, fourni des efforts particuliers pour le recrutement, la planification et la gestion du personnel affecté à ces opérations, outre le personnel à l'œuvre dans plus de 50 délégations. Ainsi, l'on a recensé les moyennes mensuelles suivantes:

| | |
|--|-------|
| <input type="checkbox"/> personnel expatrié | 774 |
| <input type="checkbox"/> personnel Sociétés nationales | 154 |
| <input type="checkbox"/> personnel local sous contrat CICR | 5 368 |

Ces chiffres représentent un record absolu pour le nombre de collaborateurs expatriés et de collaborateurs locaux.

Au siège, la moyenne mensuelle a été de 675 collaborateurs pour le soutien di-

rect aux activités opérationnelles, ainsi que dans les domaines spécifiques du droit, de la doctrine, de la communication et de l'administration.

La division du Recrutement a sélectionné et engagé: 324 nouveaux collaborateurs, dont 265 destinés au terrain (94 délégués, 23 administrateurs, 28 interprètes, 21 médecins, 36 spécialistes paramédicaux et 63 techniciens).

La division de la Formation a mis sur pied des cours de base ou de perfectionnement, suivis par 1 841 collaborateurs et cadres affectés sur le terrain ou au siège.

Les difficultés croissantes rencontrées par les délégués et le personnel local travaillant sur le terrain, dans des situations où le droit international humanitaire est souvent inconnu, voire simplement ignoré, ont conduit le CICR à désigner un délégué spécial, dont la tâche consiste à trouver des façons et des moyens d'améliorer la sécurité du personnel de l'institution.

Ce délégué, en poste depuis juin 1992, est basé au siège, mais fait également des séjours sur le terrain, afin d'évaluer les différentes situations de conflit sur le plan de la sécurité.

ORGANISATION ET ARCHIVES

Les unités Organisation et conseil, d'une part, et Archives, d'autre part, sont directement rattachées à la Direction générale.

Organisation et conseil

Cette unité suit les besoins engendrés par les défis auxquels l'institution doit faire face dans son travail quotidien. Elle coordonne la recherche de solutions visant à une plus grande efficacité, tout en maintenant à leur niveau le plus bas les coûts de fonctionnement. Il peut s'agir autant d'organisation et de conseil en management, que de conception de nouveaux outils informatiques. Ses interventions s'appuient sur des méthodes de travail participatives, au travers d'équipes de projet constituées avec les utilisateurs, et sur une conduite rigoureuse des projets.

L'année 1992 a vu le démarrage de divers projets, en particulier dans les domaines de la gestion des transports de marchandises pour les actions d'assistance, de la communication, et de la gestion administrative (assurances). Elle a également permis d'aboutir à un inventaire des différents besoins et à leur planification selon les priorités des unités.

La mise en place de banques de données documentaires a débuté en 1988; 1992 a représenté l'achèvement de la phase de conception et de réalisation générale. Les outils de travail et de recherche créés ont été remis entre les mains de

leurs utilisateurs, en particulier dans les domaines du droit international humanitaire, de la doctrine du CICR, de la gestion de la bibliothèque, des documents audiovisuels et de la documentation publique produite par le CICR.

Archives

En 1990, le CICR s'est doté d'une politique d'archivage qui, depuis lors, dirige les activités de la division des Archives, tant en matière de gestion de la correspondance qu'en matière de gestion des dossiers d'archives.

Sur un plan statistique:

- Le mouvement total de la correspondance siège (990 000 échanges) reste constant par rapport à 1991.
- L'accroissement des fonds d'archives a totalisé 270 mètres linéaires (ml.), soit: 124 ml. de dossiers établis par la chancellerie centrale et 146 ml par versement d'archives décentralisées du siège et du terrain.
- Au 31 décembre 1992, les fonds conservés aux archives du CICR représentaient 3 697 ml.; ils ont augmenté de 7,9% par rapport à 1991.
- 60 demandes de recherches de caractère historique, provenant de personnes ou d'organismes extérieurs au CICR, ont été traitées.

FINANCES ET ADMINISTRATION

Le département des Finances et de l'Administration a compté deux divisions de plus en 1992. La division informatique et la division des Télécommunications s'ajoutent ainsi à la division Comptabilité et Trésorerie, la division Budgets et Gestion terrain, la division administrative et la division des Bâtiments. Ce regroupement a porté l'effectif du département de 72 postes à 128 postes. L'addition de 56 postes correspond à un transfert, et non à une augmentation d'effectif à l'échelle de l'institution. En effet, grâce à une informatisation croissante et à de nombreuses mesures de rationalisation, le département a pu assumer les surcharges engendrées par l'accroissement du volume des opérations. Celles-ci se répercutent sur les mouvements de fonds, les écritures comptables, les rapports financiers et la gestion de trésorerie; elles suscitent aussi davantage de personnel spécialisé sur le terrain (gestion financière et administrative), et des moyens accrus en matériel informatique, en télécommunications et autres formes de soutien logistique provenant de diverses unités.

En 1992, dans le domaine de la gestion des moyens financiers, l'effort a porté sur l'optimisation des systèmes de contrôle des dépenses effectuées sur le terrain. Par exemple, des comptables qualifiés ont été engagés par le CICR à Manille (Philippines), pour contrôler les dépenses de la zone Asie-Pacifique. Cela a permis d'éviter d'augmenter l'effectif des comptables chargés de vérifier à Genève tous les documents justifiant les dépenses des délégations. Cette expérience concluante sera étendue à d'autres continents.

Par ailleurs, en raison du nombre élevé et de la complexité accrue des opérations

sur le terrain, la division Budgets et Gestion terrain a dû augmenter le nombre de ses administrateurs de délégations. Suite à un effort de recrutement, assorti d'une formation préliminaire au siège, le dispositif des coordinateurs administratifs, administrateurs, administrateurs-secrétaires, a pu être porté de 95 à 115 personnes à fin 1992.

A la division des Bâtiments, il faut signaler la mise en service d'un nouvel immeuble, d'une surface utile de 2500 m², abritant les ateliers d'entretien, les locaux de réception et d'expédition de marchandises et du matériel de télécommunications, ainsi que des dépôts, bureaux et salles de formation.

La division administrative, qui traite les questions d'assurances, a été confrontée à une augmentation du nombre et de la gravité des sinistres dans les délégations (destruction de matériel, vols, pillages, etc.), dus à la multiplication des situations de guerre et au banditisme à grande échelle.

La division des Télécommunications a continué de développer son réseau radio au cours de l'année écoulée pour atteindre le nombre record de 150 stations fixes, dont une trentaine en contact direct avec le siège. Cette division emploie 20 personnes à Genève.

Les liaisons par satellite, moyen complémentaire renforçant la radio depuis 1991, ont aussi connu une importante expansion, passant de 12 à 40 stations, réparties presque exclusivement en Afrique, dans l'ex-Yougoslavie et en Europe orientale (voir carte p. 200-201). Par ces moyens, quelque 50 000 messages ont été échangés entre Genève et les délégations sur le terrain, et 90 000 localement entre délégations et autres antennes du CICR.

Au total le centre de télécommunications du CICR à Genève a traité quelque 240 000 messages, toutes catégories confondues.

L'entretien du matériel, utilisé au siège et sur le terrain, a concerné 2 620 émetteurs/récepteurs fixes, mobiles (montés à bord de véhicules) ou portatifs.

Enfin, une première étape a été franchie vers l'informatisation des moyens de télécommunication, tant au siège (projet visant à la création d'un système de messagerie électronique) que sur le terrain (pilotage des principales stations-radio à l'aide d'ordinateurs).

Au niveau de la division informatique, les développements liés aux activités de l'Agence centrale de recherches (ACR) ont été poursuivis en 1992, afin de la doter d'un outil informatique parfaitement adapté à ses nouvelles méthodes de travail.

Ce nouveau concept, ainsi que les outils informatiques qui lui sont associés, ont été mis en place dans le cadre de grandes actions impliquant l'ACR: ex-Yougoslavie, Somalie, Israël et territoires occupés. Les bases de données contenant les informations à traiter sont désormais décentralisées sur le terrain. Cette nouvelle organisation permet un traitement des informations très rapide par rapport à l'événement, et donc plus efficace.

Un réseau, destiné à faciliter les échanges d'informations sous forme électronique

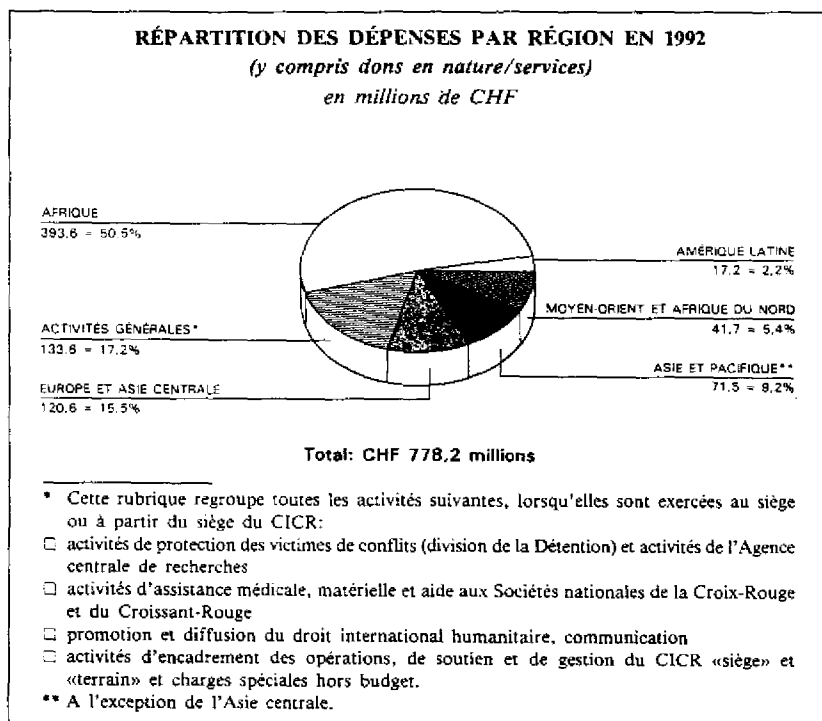
entre les différents systèmes informatiques utilisés par le CICR, a été lancé. Il comprend le câblage général et systématique de tous les bâtiments du CICR à Genève.

A la fin de l'année, le parc de postes de travail informatisés s'établissait à 1 412 unités (670 à Genève et 742 sur le terrain).

Commentaires des tableaux financiers

Les activités du CICR, prises dans leur ensemble, ont représenté en 1992 un volume de CHF 778,2 millions, soit 7,8% ou CHF 57 millions de plus qu'en 1991. Cette croissance a largement été due aux nouvelles urgences survenues en Somalie, dans l'ex-Yougoslavie et dans le sud de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Comme les années précédentes, l'Afrique arrive en tête, par le volume d'activité que le CICR a dû y déployer, avec un total de CHF 393,6 millions (1991: CHF 269,8 millions); elle est suivie par l'Europe (ex-Yougoslavie, CEI) avec CHF 120,6 millions (1991: CHF 28,6 millions). Les autres zones d'opérations ont enregistré une baisse. Ainsi, avec la fin du conflit du Golfe, les activités au Moyen-Orient ont totalisé CHF 41,7 millions, contre CHF 218,7 millions en 1991. Les zones Asie-Pacifique avec CHF 71,5 millions (1991:

| DÉPENSES ET CHARGES (y c. prestations en nature et services) | 1992 1991 (en millions de CHF) | |
|---|--|--------------|
| | Dépenses de la structure «siège» | 133,7 |
| Dépenses de la structure «terrain» | <u>644,5</u> | <u>606,1</u> |
| Total | 778,2 | 721,6 |



CHF 84,2 millions) et Amérique latine avec CHF 17,2 millions (1991: CHF 20,6 millions) ont elles aussi connu une certaine réduction des activités.

La réponse des donateurs aux besoins accrus du CICR a été remarquable, en dépit d'un horizon économique plutôt sombre. Les recettes en espèces enregistrées en 1992 se sont élevées à CHF 645,8 millions, auxquelles s'ajoute la valeur des prestations reçues en nature et en services — CHF 177,8 millions —, pour aboutir à un total de CHF 823,6 millions. Ceci représente une augmentation de CHF 105,2 millions (14,5%) par rapport à 1991 (la différence de CHF 45,3 millions entre les recettes et les dépenses de 1992 est constituée de contributions affectées à la poursuite, en 1993, des opérations auxquelles elles étaient attribuées).

Globalement, la situation de financement des opérations s'est sensiblement améliorée

en 1992, sans que le problème de la distribution inégale des ressources ait pour autant été résolu. En effet, les appels en vue d'obtenir des contributions couvrant l'ensemble des opérations d'un continent ou d'une grande région n'ont été que très partiellement entendus, puisque 73% des financements reçus ont été destinés à des pays, voire à des activités spécifiques à l'intérieur d'un pays. Il en est résulté que certaines opérations, relevant pourtant du mandat confié au CICR par la communauté internationale, sont restées sous-financées (voir tableau V ci-après). Leur déficit reporté au 31 décembre 1992, a atteint CHF 18,9 millions, correspondant aux découverts des opérations au Pérou, en Thaïlande et au Cambodge, dans les territoires occupés par Israël, dans le cadre du conflit afghan et au Sri Lanka. On notera toutefois l'assainissement obtenu en 1992, par rapport à fin 1991: les découverts, qui affectaient pratiquement les mêmes actions, atteignaient alors un total de CHF 54,2 millions. Par ailleurs, de très grandes opérations, telles celles menées en Afrique et dans le Caucase, ont bénéficié d'un financement correspondant au rythme des dépenses et des engagements qu'elles ont entraînés.

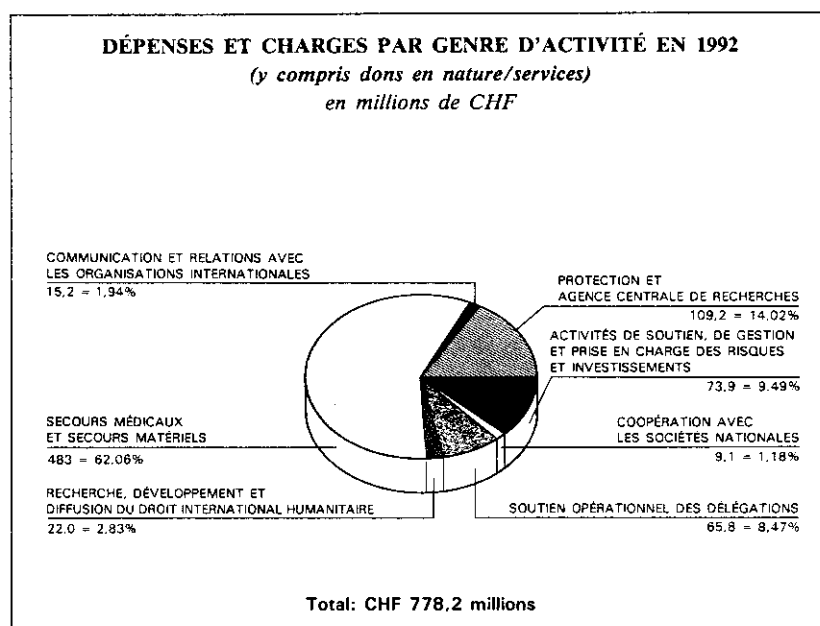
La répartition des activités du CICR par domaine est illustrée par le graphique de la page 199, ainsi que par le tableau III en annexe.

On constate que l'assistance matérielle et médicale a, comme en 1991, représenté en valeur près des deux tiers des activités, avec un total de CHF 483,0 millions (1991: CHF 457,7 millions). Viennent ensuite, avec CHF 109,2 millions, soit 14,03% du total, les activités de protection et de l'Agence centrale de recherches. Elles enregistrent une légère augmentation, en regard de l'année 1991 (CHF 107,4 millions). La recherche, le développement et la diffusion du droit international humanitaire ont entraîné des dépenses de l'ordre de CHF 22 millions, en progres-

sion de 5,4% par rapport à l'année précédente; celle-ci avait déjà enregistré une augmentation de 14% par rapport à 1990.

Les activités de soutien, de gestion, et la prise en charge des risques et investissements, entièrement financées par des recettes de la structure «siège», ont totalisé CHF 73,9 millions (CHF 57,4 millions en 1991); elles reflètent l'effort imposé à l'institution par l'accroissement des risques financiers et la complexité croissante des opérations humanitaires, malgré la diminution du total des découverts. Les risques découlent de la dimension accrue des «grandes actions», de la nécessité de déployer très rapidement des dispositifs d'intervention considérables, et de prendre des engagements financiers avant même d'avoir recueilli les ressources correspondantes. Les responsabilités, assumées par l'institution dans le cadre de son mandat, lui imposent de prendre de tels risques, tout en évitant de compromettre gravement sa capacité d'intervention et l'équilibre de celle-ci. Des provisions adéquates ont été constituées par des dotations annuelles fournies exclusivement par la structure financière «siège». Elles sont détaillées au bilan du CICR. La communauté internationale a accordé son soutien à l'institution et les découverts inquiétants de certaines opérations ont pu être très sensiblement assainis.

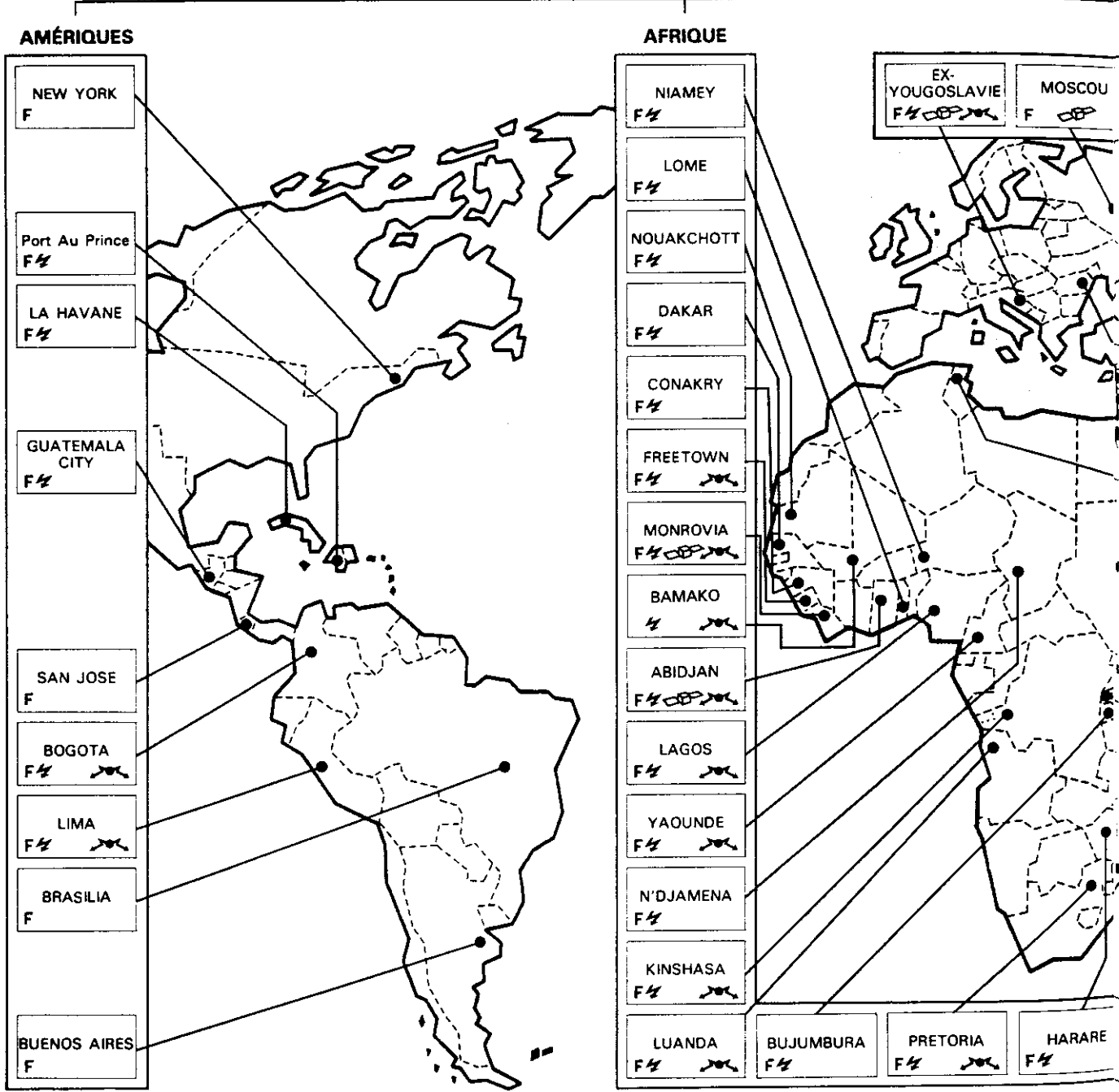
En conclusion, la situation du CICR a évolué de manière satisfaisante en 1992, malgré le développement de nouvelles urgences et la détérioration de la situation économique mondiale.



en liaison directe avec Genève

RÉSEAU DE TÉLÉCOMM

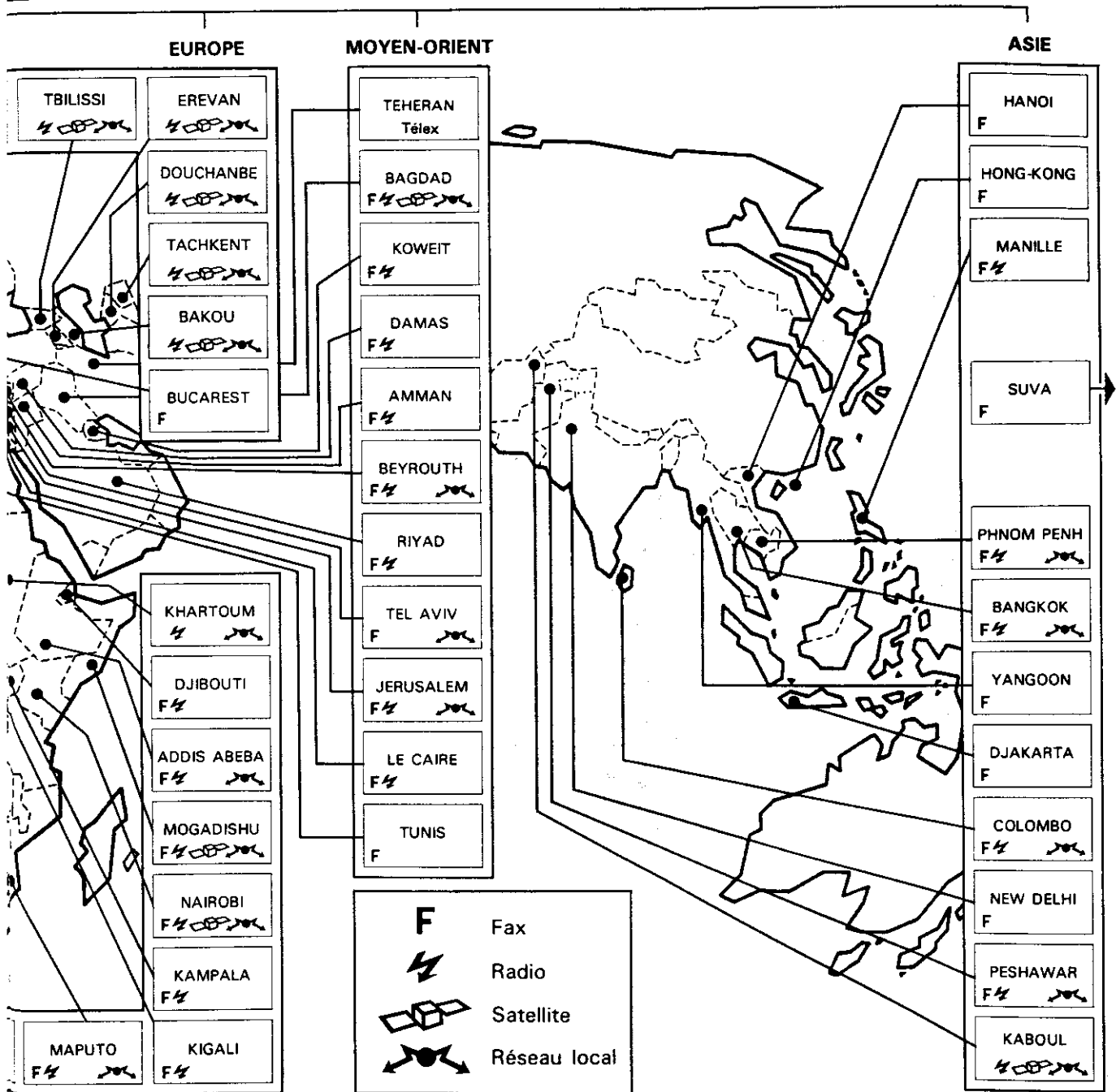
DISPATCH



UNIFICATIONS DU CICR

(situation au 31 décembre 1992)

CENTRE



BILANS COMPARÉS AU 31 DÉCEMBRE 1991/1992

| ACTIF (en CHF) | 1991 | 1992 | PASSIF (en CHF) | 1991 | 1992 |
|---|-------------|--------------------|---|-------------------|--------------------|
| DISPONIBLE | | | EXIGIBLE À COURT TERME | | |
| - Caisse, chèques postaux, comptes courants bancaires | 10 202 297 | 518 788 | - Créanciers | 7 229 407 | 9 323 832 |
| | | | ● Gouvernements | 76 117 | 157 396 |
| | | | ● Sociétés nationales et institutions diverses | 22 980 390 | 31 755 813 |
| | | | ● Autres créanciers | 22 574 558 | 32 453 297 |
| | | | - Passifs transitoires | 52 860 472 | 73 690 338 |
| RÉALISABLE | | | FONDS RÉSERVÉS | | |
| - Titres | 13 292 154 | 13 070 411 | - Structure financière «siège» | 2 500 000 | 1 600 104 |
| - Placements | 21 032 898 | 132 430 609 | - Structure financière «terrain» | 44 044 531 | 53 408 301 |
| - Débiteurs | | | | 46 544 531 | 55 008 405 |
| ● Sociétés nationales et institutions diverses | 5 601 379 | 5 384 131 | | | |
| ● Autres débiteurs | 1 834 132 | 2 601 325 | EXIGIBLE À LONG TERME | | |
| - Actifs transitoires | 55 654 589 | 30 136 242 | - Emprunt sur immeubles | 10 200 000 | 9 950 000 |
| | 97 415 152 | 183 622 718 | | | |
| AVANCES AUX DÉLÉGATIONS | 18 511 983 | 29 123 936 | PROVISIONS | | |
| | | | - Pour risques opérationnels | 49 395 005 | 56 895 004 |
| | | | - Pour engagements sociaux | 9 746 709 | 14 307 098 |
| IMMOBILISÉ | | | - Travaux en cours ou à engager | 2 737 469 | 5 292 470 |
| - Immeubles | 23 423 152 | 23 447 981 | FONDS RÉSERVÉS AUX INVESTISSEMENTS | | |
| - Matériel pour secours d'urgence | 2 210 764 | 1 662 566 | - Fonds réservés aux investissements immobiliers | 16 652 263 | 24 027 263 |
| - Mobilier et autre matériel | 3 260 919 | 4 352 724 | - Fonds réservés aux investissements mobiliers | 8 500 793 | 9 546 271 |
| | 28 894 835 | 29 463 271 | | 87 032 239 | 110 068 106 |
| ACTIONS AVEC FINANCEMENT PROVISOIEMENT DÉFICITAIRE | 54 230 473 | 18 939 250 | FONDS PROPRES | | |
| | | | - Pertes et profits reportés | 861 606 | 117 498 |
| | | | - Excédent de produits | 505 892 | 333 616 |
| | | | - Moins attribution à la réserve générale | (1 250 000) | |
| | | | | 117 498 | 451 114 |
| | | | - Réserve générale | 12 500 000 | 12 500 000 |
| | | | | 12 617 498 | 12 951 114 |
| TOTAL DU BILAN | 209 254 740 | 261 667 963 | TOTAL DU BILAN | 209 254 740 | 261 667 963 |
| FONDS GÉRÉS À TITRE FIDUCIAIRE | | | FONDS GÉRÉS À TITRE FIDUCIAIRE | | |
| - Avoirs en banque | 132 943 | 111 826 | - Ayants droit | 132 943 | 111 826 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 209 387 683 | 261 779 789 | TOTAL GÉNÉRAL | 209 387 683 | 261 779 789 |

COMPTE CUMULÉ DES DÉPENSES/CHARGES

| DÉPENSES ET/OU CHARGES <i>(en CHF)</i> | PRESTATIONS FINANCIÈRES | | | PRESTATIONS EN NATURE ET/OU SERVICES |
|---|-------------------------|-------------|-------------|---|
| | SIÈGE | TERRAIN | TOTAL | |
| ASSEMBLÉE, CONSEIL EXÉCUTIF ET SECRÉTARIAT | 3 932 036 | | 3 932 036 | |
| CONTRÔLEUR DE LA GESTION | 682 968 | | 682 968 | |
| DIRECTION GÉNÉRALE | 1 256 150 | | 1 256 150 | |
| - Département de la Communication | 14 805 698 | | 14 805 698 | |
| - Département des Finances et de l'Administration | 15 566 386 | | 15 566 386 | |
| - Département Organisation et Systèmes d'information | 13 232 151 | | 13 232 151 | |
| - Département des Ressources humaines | 9 098 397 | | 9 098 397 | |
| - Division générale des Ressources extérieures | 3 431 448 | | 3 431 448 | |
| | 57 390 230 | | 57 390 230 | |
| DIRECTION DES OPÉRATIONS | 1 576 599 | | 1 576 599 | |
| - Zones: | | | | |
| <i>Afrique</i> | 2 482 305 | 266 967 203 | 269 449 508 | 126 657 651 |
| <i>Asie et Pacifique*</i> | 1 580 336 | 64 542 556 | 66 122 892 | 6 970 807 |
| <i>Europe et Asie centrale</i> | 2 275 781 | 83 126 659 | 85 402 440 | 37 343 270 |
| <i>Amérique latine</i> | 641 470 | 17 159 537 | 17 801 007 | 36 268 |
| <i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i> | 1 744 126 | 34 967 968 | 36 712 094 | 6 739 423 |
| - Agence centrale de recherches | 8 205 419 | | 8 205 419 | |
| - Division de la Détention | 1 864 841 | | 1 864 841 | |
| - Division générale médicale | 5 378 314 | | 5 378 314 | 2 702 |
| - Division du Personnel opérationnel | 2 021 943 | | 2 021 943 | |
| - Division générale des Secours | 4 591 978 | | 4 591 978 | 10 922 |
| - Division auprès des Organisations internationales | 3 292 234 | | 3 292 234 | |
| | 35 655 346 | 466 763 923 | 502 419 269 | 177 761 043 |
| DIRECTION DOCTRINE, DROIT ET RELATIONS AVEC LE MOUVEMENT | 3 508 805 | | 3 508 805 | |
| - Division Coopération avec les Sociétés nationales et Diffusion | 2 697 034 | | 2 697 034 | |
| - Division Doctrine et Relations avec le Mouvement | 1 687 843 | | 1 687 843 | |
| - Division juridique | 2 653 896 | | 2 653 896 | |
| | 10 547 578 | | 10 547 578 | |
| AUTRES ACTIVITÉS placées sous la responsabilité du CICR | | | | |
| - Service international de recherches, Aroslen | 196 184 | | 196 184 | |
| AUTRES DÉPENSES ET/OU CHARGES | | | | |
| - Dissolution de provisions pour travaux en cours/à engager | (300 000) | | (300 000) | |
| - Dotation aux provisions pour risques opérationnels | 7 500 000 | | 7 500 000 | |
| - Dotation aux provisions pour travaux en cours/à engager | 2 855 000 | | 2 855 000 | |
| - Dotation aux provisions pour engagements sociaux | 4 875 105 | | 4 875 105 | |
| - Dotation aux fonds pour investissements immobiliers | 7 000 000 | | 7 000 000 | |
| - Dotation aux fonds pour investissements mobiliers | 1 000 000 | | 1 000 000 | |
| - Régularisation des exercices antérieurs | 81 233 | | 81 233 | |
| - Autres dépenses et/ou charges | 2 281 943 | | 2 281 943 | |
| | 25 293 281 | | 25 293 281 | |
| TOTAL DES DÉPENSES ET/OU CHARGES | 133 697 623 | 466 763 923 | 600 461 546 | 177 761 043 |
| REPORT | | | | |
| - Programmes à réaliser dès 1993 | | 45 003 181 | 45 003 181 | |
| RÉSULTAT | | | | |
| - Excédent de recettes et/ou produits | 333 616 | | 333 616 | |
| TOTAL | 134 031 239 | 511 767 104 | 645 798 343 | 177 761 043** |

* A l'exception de l'Asie centrale

ET DES RECETTES/PRODUITS DE L'EXERCICE 1992

| RECETTES ET/OU PRODUITS (en CHF) | PRESTATIONS FINANCIÈRES | | | PRESTATIONS EN NATURE ET/OU SERVICES |
|--|-------------------------|-------------|-------------|---|
| | SIÈGE | TERRAIN | TOTAL | |
| CONTRIBUTIONS | | | | |
| – Gouvernements | 89 990 492 | 346 164 138 | 436 154 630 | 86 514 670 |
| – Organisations supranationales | | 103 364 718 | 103 364 718 | 23 242 848 |
| – Sociétés nationales | 4 052 275 | 29 951 999 | 34 004 274 | 60 068 828 |
| – Collectivités publiques | 3 563 342 | 1 028 682 | 4 592 024 | |
| – Organisations non gouvernementales | | 2 210 835 | 2 210 835 | 4 934 999 |
| – Sources privées | | | | |
| <i>Association de soutien</i> | 408 000 | | 408 000 | |
| <i>Entreprises suisses</i> | 139 418 | | 139 418 | |
| <i>Dons et legs</i> | 3 711 398 | 8 478 765 | 12 190 163 | 140 039 |
| <i>Collecte personnalisée</i> | | 2 490 766 | 2 490 766 | |
| – Donateurs divers | | 7 586 332 | 7 586 332 | 2 859 659 |
| – Transfert de contribution du gouvernement suisse | (5 000 000) | 5 000 000 | | |
| | 96 864 925 | 506 276 235 | 603 141 160 | 177 761 043 |
| REVENUS FINANCIERS | 4 841 751 | | 4 841 751 | |
| PARTICIPATION DES BUDGETS TERRAIN | 28 487 939 | | 28 487 939 | |
| AUTRES RECETTES ET/OU PRODUITS | | | | |
| – Frais facturés | 437 904 | | 437 904 | |
| – Régularisation des exercices antérieurs | 479 962 | | 479 962 | |
| – Autres recettes et/ou produits | 2 918 758 | 5 490 869 | 8 409 627 | |
| | 3 836 624 | 5 490 869 | 9 327 493 | |
| TOTAL DES RECETTES ET/OU PRODUITS | 134 031 239 | 511 767 104 | 645 798 343 | 177 761 043 |
| TOTAL | 134 031 239 | 511 767 104 | 645 798 343 | 177 761 043** |

** Dont CHF 13 624 attribués à la structure financière siège et CHF 177 747 419 à la structure financière terrain

DÉPENSES ET CHARGES DE L'EXERCICE 1992

(y compris les dons en nature et services)

(Chiffres en milliers de CHF)

| GENRE D'ACTIVITÉ | STRUCTURE FINANCIÈRE SIÈGE ET CHARGES HORS STRUCTURES | STRUCTURE FINANCIÈRE TERRAIN | TOTAL | % |
|---|---|------------------------------------|----------------|--------------|
| 1. ACTIVITÉS CONVENTIONNELLES ET EXTRA-CONVENTIONNELLES ET ACTIVITÉS DIRECTEMENT LIÉES | | | | |
| 1.1. ACTIVITÉS DE PROTECTION | | | | |
| EUROPE ET ASIE CENTRALE | 2 276 | 12 294 | 14 570 | |
| AFRIQUE | 2 482 | 20 747 | 23 229 | |
| ASIE ET PACIFIQUE* | 1 580 | 17 905 | 19 485 | |
| MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD | 1 744 | 16 055 | 17 799 | |
| AMÉRIQUE LATINE | 642 | 7 281 | 7 923 | |
| SIÈGE | 3 637 | | 3 637 | |
| | 12 361 | 74 282 | 86 643 | 11,13 |
| 1.2. AGENCE CENTRALE DE RECHERCHES | | | | |
| EUROPE ET ASIE CENTRALE | 659 | 1 701 | 2 360 | |
| AFRIQUE | 956 | 4 245 | 5 201 | |
| ASIE ET PACIFIQUE* | 779 | 3 923 | 4 702 | |
| MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD | 1 313 | 4 288 | 5 601 | |
| AMÉRIQUE LATINE | 304 | 410 | 714 | |
| SIÈGE | 3 925 | | 3 925 | |
| | 7 936 | 14 567 | 22 503 | 2,89 |
| 1.3. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES | 3 020 | | 3 020 | 0,39 |
| 1.4. ACTIVITÉS MÉDICALES | | | | |
| EUROPE ET ASIE CENTRALE | | 12 448 | 12 448 | |
| AFRIQUE | | 32 916 | 32 916 | |
| ASIE ET PACIFIQUE* | | 33 801 | 33 801 | |
| MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD | | 10 466 | 10 466 | |
| AMÉRIQUE LATINE | | 3 530 | 3 530 | |
| SIÈGE | 5 381 | | 5 381 | |
| | 5 381 | 93 161 | 98 542 | 12,66 |
| 1.5. ACTIVITÉS DE SECOURS | | | | |
| EUROPE ET ASIE CENTRALE | | 82 549 | 82 549 | |
| AFRIQUE | | 293 656 | 293 656 | |
| ASIE ET PACIFIQUE* | | 2 435 | 2 435 | |
| MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD | | 955 | 955 | |
| AMÉRIQUE LATINE | | 294 | 294 | |
| SIÈGE | 4 603 | | 4 603 | |
| | 4 603 | 379 889 | 384 492 | 49,41 |
| 1.6. COOPÉRATION AVEC LES SOCIÉTÉS NATIONALES DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE | | | | |
| EUROPE ET ASIE CENTRALE | | 248 | 248 | |
| AFRIQUE | | 5 410 | 5 410 | |
| ASIE ET PACIFIQUE* | | 562 | 562 | |
| MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD | | 2 430 | 2 430 | |
| AMÉRIQUE LATINE | | 497 | 497 | |
| | | 9 147 | 9 147 | 1,18 |
| A reporter | 33 301 | 571 046 | 604 347 | |

* A l'exception de l'Asie centrale

TABLEAU III

RÉPARTIES PAR GENRE D'ACTIVITÉ

(y compris les dons en nature et services)

(Chiffres en milliers de CHF)

| GENRE D'ACTIVITÉ | | STRUCTURE FINANCIÈRE SIÈGE ET CHARGES HORS STRUCTURES | STRUCTURE FINANCIÈRE TERRAIN | TOTAL | % |
|------------------|---|---|------------------------------|---------|--------|
| | Report | 33 301 | 571 046 | 604 347 | |
| 1.7. | RECHERCHE ET DÉVELOPEMENT DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE | 6 224 | | 6 224 | 0,80 |
| 1.8. | DIFFUSION DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE | | | | |
| | EUROPE ET ASIE CENTRALE | | 1 169 | 1 169 | |
| | AFRIQUE | | 3 280 | 3 280 | |
| | ASIE ET PACIFIQUE* | | 1 331 | 1 331 | |
| | MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD | | 614 | 614 | |
| | AMÉRIQUE LATINE | | 1 223 | 1 223 | |
| | SIÈGE | 8 184 | | 8 184 | |
| | | 8 184 | 7 617 | 15 801 | 2,03 |
| 1.9. | COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES | 12 148 | | 12 148 | 1,56 |
| 2. | SUPPORT OPÉRATIONNEL DES DÉLÉGATIONS | | | | |
| | EUROPE ET ASIE CENTRALE | | 10 062 | 10 062 | |
| | AFRIQUE | | 33 371 | 33 371 | |
| | ASIE ET PACIFIQUE* | | 11 556 | 11 556 | |
| | MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD | | 6 899 | 6 899 | |
| | AMÉRIQUE LATINE | | 3 960 | 3 960 | |
| | | | 65 848 | 65 848 | 8,46 |
| 3 | ACTIVITÉS DE SOUTIEN | | | | |
| 3.1. | POLITIQUE GÉNÉRALE ET SOUTIEN OPÉRATIONNEL | 4 109 | | 4 109 | |
| 3.2. | RECRUTEMENT, FORMATION ET GESTION DU PERSONNEL SIÈGE ET TERRAIN | 11 645 | | 11 645 | |
| 3.3. | RECHERCHE DE FONDS ET RAPPORTS AUX DONATEURS | 3 635 | | 3 635 | |
| 3.4. | TÉLÉCOMMUNICATIONS ET SYSTÈMES D'INFORMATION | 13 335 | | 13 335 | |
| | | 32 724 | | 32 724 | 4,20 |
| 4. | ACTIVITÉS DE GESTION | | | | |
| 4.1. | GESTION FINANCIÈRE | 4 459 | | 4 459 | |
| 4.2. | CONTRÔLE DE GESTION ET ORGANISATION | 1 439 | | 1 439 | |
| 4.3. | SERVICES GÉNÉRAUX | 9 940 | | 9 940 | |
| | | 15 838 | | 15 838 | 2,04 |
| 5. | PRISE EN CHARGE DES RISQUES ET INVESTISSEMENTS | | | | |
| 5.1. | ATTRIBUTION À PROVISIONS POUR RISQUES OPÉRATIONNELS | 7 500 | | 7 500 | |
| 5.2. | ATTRIBUTION À PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS SOCIAUX | 4 875 | | 4 875 | |
| 5.3. | DISSOLUTION DE PROVISIONS POUR TRAVAUX EN COURS OU À ENGAGER | (300) | | (300) | |
| 5.4. | ATTRIBUTION À PROVISIONS POUR TRAVAUX EN COURS OU À ENGAGER | 2 855 | | 2 855 | |
| 5.5. | ATTRIBUTION AU FONDS POUR INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS | 7 000 | | 7 000 | |
| 5.6. | ATTRIBUTION AU FONDS POUR INVESTISSEMENTS MOBILIERS | 1 000 | | 1 000 | |
| 5.7. | AUTRES DÉPENSES ET CHARGES | 2 363 | | 2 363 | |
| | | 25 293 | | 25 293 | 3,25 |
| | TOTAL TOUTES ACTIVITÉS ET CHARGES | 133 712 | 644 511 | 778 223 | 100,00 |

* A l'exception de l'Asie centrale

TABLEAU IV

CONTRIBUTIONS REÇUES EN 1992

Gouvernements

(en CHF)

| PAYS | Structure financière siège | Structure financière terrain | Total recettes en espèces | Recettes en nature et/ou services |
|-----------------------------------|----------------------------|------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| Afrique du Sud | 53 000 | | 53 000 | |
| Algérie | 14 050 | | 14 050 | |
| Allemagne, République fédérale d' | 1 101 600 | 16 538 187 | 17 639 787 | 9 227 268 |
| Andorre | 13 657 | | 13 657 | |
| Arabie saoudite | 290 000 | | 290 000 | |
| Argentine | 164 079 | | 164 079 | |
| Australie | 605 261 | 2 561 632 | 3 166 893 | |
| Autriche | 386 000 | 2 334 900 | 2 720 900 | |
| Bahamas | 12 087 | | 12 087 | |
| Bahreïn | 74 492 | | 74 492 | |
| Bangladesh | 5 233 | | 5 233 | |
| Belgique | 865 045 | 214 364 | 1 079 409 | 6 002 052 |
| Belize | 13 792 | | 13 792 | |
| Botswana | | 372 500 | 372 500 | |
| Brésil | | 148 595 | 148 595 | |
| Burkina Faso | 29 577 | | 29 577 | |
| Burundi | 3 798 | | 3 798 | |
| Canada | 1 817 892 | 20 317 275 | 22 135 167 | 8 465 040 |
| Chili | 13 300 | 12 592 | 25 892 | |
| Chine | 400 000 | | 400 000 | |
| Colombie | 111 080 | | 111 080 | |
| Corée, République de | 287 992 | | 287 992 | |
| Cuba | 7 550 | | 7 550 | |
| Danemark | 1 411 200 | 8 431 788 | 9 842 988 | |
| Egypte | 86 450 | | 86 450 | |
| Emirats arabes unis | 74 492 | | 74 492 | |
| Equateur | 5 248 | | 5 248 | |
| Espagne | 1 300 000 | 894 169 | 2 194 169 | |
| Etats-Unis d'Amérique | 11 276 459 | 122 986 929 | 134 263 388 | 49 669 850 |
| Fidji | 16 641 | | 16 641 | |
| Finlande | 679 980 | 9 009 715 | 9 689 695 | 1 254 282 |
| France | 1 500 000 | 4 523 325 | 6 023 325 | 7 689 331 |
| Grèce | 200 000 | | 200 000 | |
| Honduras | 1 312 | | 1 312 | |
| Hongrie | 10 000 | | 10 000 | |
| Inde | 14 979 | | 14 979 | |
| Indonésie | 138 062 | | 138 062 | |
| Irlande | 197 520 | 131 455 | 328 975 | |
| Islande | 64 969 | 47 576 | 112 545 | |
| Israël | 111 750 | | 111 750 | |
| Italie | 2 400 000 | 9 647 771 | 12 047 771 | 1 002 282 |
| Japon | 1 200 000 | 16 205 992 | 17 405 992 | |
| Jordanie | 56 700 | | 56 700 | |

| PAYS | Structure financière siège | Structure financière terrain | Total recettes en espèces | Recettes en nature et/ou services |
|----------------------|----------------------------|------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| Koweït | 2 660 000 | | 2 660 000 | |
| Liban | 8 887 | | 8 887 | |
| Libye | | 380 000 | 380 000 | |
| Liechtenstein | 120 000 | 120 000 | 240 000 | |
| Luxembourg | 132 720 | 2 869 525 | 3 002 245 | |
| Madagascar | 294 | | 294 | |
| Malaisie | 28 849 | 129 129 | 157 978 | |
| Malte | 4 967 | | 4 967 | |
| Maroc | 40 000 | | 40 000 | |
| Mexique | 151 984 | | 151 984 | |
| Monaco | 34 500 | | 34 500 | |
| Myanmar | 16 560 | | 16 560 | |
| Nigéria | 5 479 | | 5 479 | |
| Norvège | 858 789 | 8 388 120 | 9 246 909 | 63 662 |
| Nouvelle-Zélande | 211 200 | 35 804 | 247 004 | |
| Omaï | 5 511 | | 5 511 | |
| Pakistan | 14 014 | | 14 014 | |
| Panama | 36 693 | | 36 693 | |
| Pays-Bas | 798 743 | 28 076 777 | 28 875 520 | |
| Philippines | 67 672 | | 67 672 | |
| Portugal | 175 000 | 75 000 | 250 000 | |
| Royaume-Uni | 675 000 | 17 022 313 | 17 697 313 | 825 434 |
| Saint-Marin | 21 450 | | 21 450 | |
| Salvador | 27 181 | | 27 181 | |
| Sao Tomé | 10 895 | | 10 895 | |
| Singapour | 14 492 | | 14 492 | |
| Sri Lanka | 6 040 | | 6 040 | |
| Suède | 1 596 000 | 49 215 802 | 50 811 802 | |
| Suisse | 55 000 000 | 25 472 903 | 80 472 903 | 1 913 273 |
| Thaïlande | 44 904 | | 44 904 | |
| Tunisie | 15 000 | | 15 000 | |
| Turquie | 97 287 | | 97 287 | |
| Uruguay | 37 742 | | 37 742 | |
| Zimbabwe | 27 392 | | 27 392 | |
| Chypre | 30 000 | | 30 000 | |
| Divers gouvernements | | | | 402 196 |
| Total, gouvernements | 89 990 492 | 346 164 138 | 436 154 630 | 86 514 670 |

Organisations supranationales

| | | | | |
|-----------------------------|--|-------------|-------------|------------|
| CEE, aide alimentaire | | 48 153 935 | 48 153 935 | 17 283 510 |
| CEE, aide d'urgence | | 55 012 133 | 55 012 133 | |
| ONU, diverses agences de l' | | 198 650 | 198 650 | 5 959 338 |
| Total Org. Supranationales | | 103 364 718 | 103 364 718 | 23 242 848 |